



## Droit d'expression des groupes politiques Février 2019

Le règlement du Conseil municipal de Brest, accorde aux groupes politiques un droit d'expression.

Vous trouverez ci-dessous les textes publiés dans ce cadre. Ces textes sont également publiés dans [la revue Sillage](#) ↗.

### Expression libre (Sillage N°216 - Février 2019)

#### Union des forces de gauche, de progrès et de l'écologie

##### **Brest, ville solidaire**

Le vote du budget 2019 de la collectivité concrétise à nouveau des actions fidèles à nos valeurs de gauche tendues vers la justice sociale et la plus grande ambition pour chaque Brestoïse et chaque Brestoïse, quelle que soit sa condition de richesse et quelle que soit sa condition de naissance. Les politiques éducatives locales restent le premier budget de la ville avec la volonté de lutter contre les inégalités. L'intervention sociale que nous avons volontairement organisée et coordonnée entre tous les acteurs de terrain et pour laquelle nous conservons le même niveau d'exigence en 2019 fait que nous apportons des réponses à la détresse sociale grandissante. L'intervention culturelle, ADN du socialisme municipal, est de nouveau mise au premier plan dans tous les quartiers brestoïses, avec en plus de grands chantiers culturels en perspective. Le sport pour tous n'est pas en reste avec le début tant attendu des travaux du gymnase Foch et de ses abords, le réaménagement complet du skate-park Kennedy et la rénovation de plusieurs sites sportifs dans les différents quartiers de la ville. Les déplacements sont un enjeu important pour les années à venir avec le double objectif de l'amélioration des mobilités durables pour tous et la lutte contre le changement climatique. En plus de l'acquisition de deux bus électriques, nous lancerons cette année les concertations sur la deuxième ligne de tramway. Nous adopterons également un nouveau plan vélo pour faire de Brest une ville plus accueillante pour les cyclistes. Dans ces temps difficiles où partout en France s'exprime, à partir du mouvement des Gilets jaunes, une colère légitime pour plus de justice sociale, fiscale et démocratique, nous assumons avec fierté le travail que nous réalisons depuis des années pour faire de Brest une ville solidaire. La politique que nous menons, ce n'est pas du théâtre, ce n'est pas des rumeurs de comptoir et encore moins des calomnies à la manière de la droite brestoïse. La politique que nous menons, c'est de l'action concrète, continue et fidèle à notre projet politique de changer la vie et de changer la ville avec vous.

**Groupe des élu.e.s socialistes de Brest métropole** [www.elus-socialistes-brest.fr](http://www.elus-socialistes-brest.fr) ↗

##### **Des réponses à la hauteur des attentes !**

Depuis plus de 2 mois, des milliers d'hommes et de femmes, regroupés au sein du mouvement des gilets jaunes, défilent les WE dans les rues de Brest ainsi que partout en France. Il est à souligner que les défilés brestoïses se sont toujours réalisés dans le calme. Le mouvement des gilets jaunes exprime une colère profonde et ancienne. Face à une politique gouvernementale qui sert exclusivement les premiers de cordées, il porte des revendications légitimes que les communistes partagent et défendent depuis toujours : celles de pouvoir vivre dignement, d'être respectés, de pouvoir envisager l'avenir sereinement. Au mois de décembre, des représentants du mouvement sont intervenus en conseil municipal pour exprimer un désarroi légitime, une volonté partagée d'un modèle de société plus juste. En tant qu'élus locaux, il est de notre devoir d'être à l'écoute de nos concitoyens. La ville de Brest a ainsi ouvert des cahiers de doléances dans chacune de ses mairies de quartier pour récolter ces attentes. Doléances que les services de la ville ont transmis aux députés brestoïses LREM, ainsi qu'à la Préfecture, et qui devront être entendues lors du « débat national » souhaité par le Président! En tant qu'élus locaux, au plus proche de nos concitoyens, il est de notre devoir de relayer leurs attentes. Nous refusons que Macron fasse de ce « débat » une échappatoire pour étouffer les justes

revendications populaires et ne pas répondre aux questions de justice sociale et de justice fiscale qui sont posées depuis des mois par nos concitoyens. Le Gouvernement doit cesser de faire la sourde oreille et répondre réellement à ces exigences! En tant qu'élus locaux, nous devons assurer, à notre niveau, dans un contexte rendu difficile par l'Etat, la poursuite de politiques attentives à tous, qui font vivre les solidarités à Brest. Solidarités aujourd'hui permises par la qualité de notre service public local, par des tarifs sociaux aboutis, par notre important soutien à la dynamique associative du secteur social, etc.

**Les élus communistes. J. HERE, G. ABILY, C. BELLEC, E. GUELLEC, J.M LE LORC'H, I. MAZELIN.**

---

## **Gilets jaunes, un mouvement populaire et citoyen inédit**

Les dernières mobilisations sociales ne sont pas une surprise tant la marmite chauffait depuis longtemps. On ignorait seulement que le Gilet Jaune en serait le symbole. Comme d'autres, à l'Autre Gauche-BNC nous n'avons cessé de dénoncer la non-revalorisation des salaires et des pensions, de réclamer justice fiscale, de dénoncer la baisse des finances des collectivités locales, de réclamer plus de participation citoyenne, des services de proximité... Or, depuis des années les gouvernements successifs sont restés sourds aux attentes des classes populaires, mettant en avant les questions budgétaires et les aides directes aux entreprises. Des milliards d'euros ont ainsi été distribués en subventions et en diminution de "charges", sans baisser le chômage et précarisant les travailleurs/euses. Cela a surtout permis à un actionariat prédateur d'accumuler toujours plus de dividendes : en 2018, ce sont 57 milliards pour les entreprises du CAC40. Un record! Lors du conseil municipal de décembre, une délégation de Gilets Jaunes a pu s'exprimer clairement sur leurs revendications : SMIC à 1 300 € net, indexation des salaires et retraites sur l'inflation, suppression de la CSG pour les retraités, rétablissement de l'ISF, impôts plus progressifs, mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne... Rien de révolutionnaire ou de transgressif ! Des revendications simples, auxquelles il faut associer celles des Marches pour le Climat qui mobilisent en parallèle. Le Président Macron annonce un débat national. Mais qui pour croire à la volonté de considérer ces revendications légitimes ? Le gouvernement répond par des mesures répressives et liberticides, allant jusqu'à remettre en cause le droit fondamental de manifester, en profitant d'une médiatisation des "casseurs". Le mépris ne nourrit pas une vision politique. Nombreuses sont pourtant les solutions concrètes, certaines identifiées, d'autres à imaginer collectivement. Cela reste le sens de notre engagement au sein de la municipalité, pousser à la prise en compte des aspirations sociales et environnementales des Brestoises et des Brestois.

**Groupe des élu-e-s de L'autre Gauche - BNC Patrick APPÉRÉ, Roselyne FILIPE, Charles KERMAREC, Yvette LE GUEN [elus-bnc@org-brest.fr](mailto:elus-bnc@org-brest.fr)**

---

## **Mobilisations collectives**

Trois ans après la COP21, devant l'inaction de l'Etat, les citoyen.ne.s se mobilisent : - 2 millions de signataires pour « L'affaire du siècle » visant à attaquer l'Etat en justice pour cause d'inaction face au changement climatique. - 462 000 signataires de la pétition « Nous voulons des coquelicots » contre l'utilisation des pesticides donnant lieu à des rassemblements de milliers de personnes chaque premier vendredi du mois dans de nombreuses villes et villages. - Des centaines de milliers de personnes, chaque mois, marchant pour le climat partout en Europe. A Brest comme ailleurs, les gens se rassemblent, les collectifs se multiplient, la mobilisation grandit. 2018 a vu naître des collectifs-Coquelicot, luttant contre l'utilisation des pesticides, à Plouzané, Pougonvelin, Lampaul etc... Cela ne fait que commencer. Les combats ne manquent pas car les actions doivent être menées à toutes les échelles. A Brest aussi, des espaces de biodiversité sont menacés. Les Vallées du Restic et du Costour représentent des îlots de nature préservée qu'il faut protéger. Le zéro phyto dans les espaces verts est une réalité ici depuis des années. Un nouveau plan climat sera voté en conseil de métropole, vous pouvez contribuer à son élaboration sur [participe.brest.fr](http://participe.brest.fr) Nous félicitons toutes celles et ceux qui se mobilisent et faisons le souhait que cette prise de conscience réelle prenne une ampleur sans précédent en 2019 et dans les années qui suivront. Les questions écologiques sont désormais incontournables dans le débat public et doivent être entendues par les décideurs publics et privés. Collectivement, nous pouvons faire avancer les choses. Collectivement, c'est pour nous le mot central des années qui nous attendent. 2019 sera l'année du rassemblement : collectivement, rassemblons-nous chaque mois à 18h devant la mairie de Brest pour lutter contre l'utilisation des pesticides, collectivement, rassemblons-nous chaque mois pour le climat.

**Elu.e.s EELV Brest et Brest métropole Ronan PICHON, Marif LOUSSOUARN, Nathalie CHALINE, Pierre GUEZENEC, Yann-Fanch KERNEIS 02 9846 08 78 18 rue Kéravel - Brest**

---

## Le prix du carburant, parlons-en !

La « taxe carbone », moyen de lutte contre le réchauffement climatique ne peut s'appliquer sans justice fiscale ni politique d'aménagement du territoire. L'annulation des taxes sur le carburant pour 2019, sous la pression des Gilets Jaunes, satisfait un temps ceux qui subissent l'injustice parce qu'ils n'ont pas le choix... Mais ne nous voilons pas la face : le prix du carburant va encore augmenter dans les années qui viennent, le dérèglement climatique va s'accroître. Mieux vaut nous y préparer. Taxer ne suffit pas, culpabiliser les contribuables déjà précaires n'est pas une solution : il faut proposer des alternatives à la voiture, et les financer. Chacun a un rôle à jouer, en priorité le gouvernement et l'Etat qui doivent mettre un coup d'arrêt au « démantèlement » du territoire : dégradation des transports ferroviaires avec une ligne Brest-Quimper menacée, concentration des moyens et des emplois sur le « Grand Paris » et quelques métropoles reliées au TGV, fermeture des hôpitaux, des trésoreries, des agences postales, des écoles, économies sur le dos des collectivités locales... Les Gilets Jaunes refusent le piège d'un système qui les pousse à se déplacer toujours plus, toujours plus loin... avec l'obligation de réduire leur consommation de carburant. Nous, élus UDB, n'attendons pas grand-chose d'un pouvoir centralisateur et arrogant. C'est chez nous, dans le pays de Brest, en Bretagne, avec des projets de pays impliquant communes, entreprises, usagers, qu'il faut décider pour changer les choses, à partir de notre vie sur un territoire vécu : adapter les transports en commun aux horaires de travail, rapprocher les services publics des usagers, réduire les distances domicile-travail et domicile-services, concevoir autrement l'urbanisme, inventer une mobilité économe... bref, aménager le quotidien pour rouler moins, polluer moins, payer moins. Pour vivre et travailler décemment au pays, il faut décider au pays. Tous ces drapeaux bretons dans les manifestations de Gilets Jaunes, voulaient-ils dire autre chose ?

**Groupe UDB et Apparenté Anne-Marie Kervern Fragan-Valentin-Lemèni [elus-udb@org-brest.fr](mailto:elus-udb@org-brest.fr)**

---

## 2019 : une année sous haute tension

En cette période des échanges traditionnels de vœux, 2019 s'annonce sous tension. Beaucoup de Français-e-s ont le sentiment de ne pas être écoutés, ni entendus, à savoir ne pas compter. Face à la pratique autoritaire et verticale d'Emmanuel Macron, à un débat démocratique en panne, une colère « jaune » a pris le dessus. Le mouvement des gilets jaunes aux revendications très diverses est significatif des différents problèmes injustes qui affectent notre société avec pour fil conducteur le pouvoir d'achat. Que penser de toutes ces mesures fiscales en faveur des plus riches dans un contexte où impôts, cotisations, taxes ne cessent de croître ? Sinon qu'elles ne font que creuser et amplifier les inégalités, ceci sans combler le trou du budget de l'Etat. Les mesurette du gouvernement aux doléances citoyennes ne profiteront pas aux plus démunis et affecteront à coup sûr le financement de la protection sociale, sans réelle augmentation des retraites, de l'APL et des allocations familiales, désindexées de l'inflation. Notre collectivité brestoise a pris ses responsabilités face au chantage imposé par l'Etat, à savoir le contrat pluriannuel sur trois ans, afin de contribuer à la réduction de la dépense et du déficit public. Elle a travaillé sur la baisse des dépenses contrairement à l'Etat et présente une gestion saine. Cette maîtrise est la preuve d'une volonté politique. D'autant que l'exonération de la taxe d'habitation va limiter l'autonomie fiscale des collectivités qui doutent que l'Etat compense durablement ce manque à gagner. Face à beaucoup d'incertitudes, au manque d'échanges, au risque de la perte d'autonomie de gestion, à la pression exercée par l'Etat, en ce début d'année morose, le groupe Les Radicaux De Gauche se doit de maintenir sa vigilance, de poursuivre les efforts de progrès au service des Brestois-e-s et de continuer à améliorer leur quotidien, avec ses valeurs qui l'anime, pour le « vivre ensemble ».

**Christiane Migot Composante Les Radicaux De Gauche de la Majorité**

---

## Brest alternative

### "Circulez, y'a rien à voir !"

Depuis mars dernier le feuilleton des « indemnités des élus PS » s'étire aux yeux des Brestois. Six mois après notre première intervention saluée par des quolibets voire des menaces de la part de la majorité municipale, l'enquête judiciaire semble nous donner raison, entraînant la démission des deux principaux poids lourds de l'équipe Cuillandre. Le maire, les sanglots dans la voix, se disait « trahi » et, légèrement acculé par les événements, nous promettait lors d'une conférence de presse un conseil municipal extraordinaire sur ce thème... Que nous n'avons pas eu ! A la place, un simple jeu de chaises musicales à l'intérieur d'une majorité « resserrée » après une saine -mais brève- vague d'indignation. Leurs valeurs s'arrêteraient-elles où commencent les ambitions et intérêts personnels, les rendant de

rait caution d'un système opaque à tous niveaux ? Donc, plus de problème ? Circulez y'a rien à voir ! Nous n'avons toujours pas de réponses à nombre de nos questions : qui était réellement au courant de ces détournements ? Pourquoi le maire a-t-il cessé de participer à ce pot commun qu'il avait pourtant qualifié de « juste et vertueux » et quand, réellement ? Pouvons-nous nous contenter de croire que certains n'ont que manqué de vigilance ? Quelle était la véritable liberté des colistiers vis-à-vis du système ? Quid de l'omniprésence de la famille d'un de ces adjoints au sein des organismes municipaux ? Laissons- travailler la Justice : mais au moment où s'exprime une dangereuse défiance envers les élus, où les questions de justice sociale s'imposent, les Brestois veulent des réponses aux légitimes questions posées suite à la découverte de ces malversations. Comme dit souvent le maire « c'est ça le degré 0 de la politique ».

**N. Collovati, C. Margogne, M. Berthelot, M. Calonnec, L. Guillevin & C. Le Guen-Boucher** [www.brest-alternative.fr](http://www.brest-alternative.fr)



## Rassemblement pour Brest

### Se libérer de la chape de plomb sur la ville

La démocratie est malade. Dès 2014 nous dénonçons la chape de plomb que le PS faisait peser sur la ville. Nous ne sommes plus les seuls ! L'affaire des indemnités des élus PS, avec la démission des deux principaux adjoints du maire, illustre un comportement du PS brestois qui cuit sa petite soupe dans son petit coin, au mépris des règles communes. La justice est saisie. Les Brestois, qui ne supportent plus cette gestion en mode PS, auront en 2020 l'occasion de la sanctionner. Mais la démocratie, ce n'est pas un jour tous les 5 ou 6 ans. Ce n'est pas seulement le primat de la majorité. C'est d'abord le débat, le respect des minorités et aussi le contrôle. Combien de projets de poids pour la ville ou la métropole sont lancés sans être soumis aux assemblées : comme la salle de l'Avenir (une crèche ?) ou le déménagement du Fourneau (plus de 12 M€). Des concertations de façade prétendent y apporter un zeste de démocratie. De qui se moquet-on ? C'est également sans examen en conseil que sont lancés les projets d'ascenseurs, tram, busway etc. Un changement drastique dans le fonctionnement de nos collectivités est urgent. Nous avons proposé une Mission d'information et d'évaluation sur « la conformité du fonctionnement du Conseil municipal et des groupes d'élus aux principes et aux règles de la transparence de la vie publique » et un code de conduite anti-corruption. Le maire ferme la porte : nous l'avons claquée ! En 2020, nous mettrons en œuvre ces mesures pour la transparence et la démocratie. Bonne année 2019

**Bernadette Malgorn présidente. Rémi Hervé Bruno Sifantus Brigitte Hû Véronique Bourbigot  
Claudine Péron** [www.rassemblement-pour-brest.fr](http://www.rassemblement-pour-brest.fr)

---

## Brest, métropole en marche !

### Le grand débat national

Le gouvernement a entendu la volonté des Français de participer de manière plus active et plus approfondie à la vie publique. Le grand débat national, qui est en cours actuellement, couvre de nombreux sujets de nos préoccupations quotidiennes à travers 4 thèmes : « impôts, dépenses et action publique » ; « organisation de l'État et des collectivités publiques » ; « transition écologique » et « démocratie et citoyenneté ». Les débats peuvent être organisés par les différentes assemblées élues mais également par des associations ou par vous-mêmes, citoyens engagés. Ils vont nous permettre d'être partie prenante des orientations politiques et de les rendre plus proches de nos attentes. Que ce soit en participant à des réunions ou via les outils numériques, votre participation est essentielle pour transformer notre société.

**Pierre Karleskind – Marc Coatanéa**

## Partage-Solidarité

Pour 2019, une nouvelle recette de Partage Solidarité ! Prenez une ville populaire, enthousiaste et solidaire. Prenez la recette d'une spécialité brestoise : le mandat socialiste, communiste, écologiste, mieux connue sous le nom « Couper, foutre » - couper des terres bio à Traon Bihan. les foutre plus loin. - couper des arbres boulevard Jean Moulin. foutre

reudre... - couper des terres bre à l'ouest, les terres près de... - couper des budgets aux services publics, aux associations populaires, s'en foutre des besoins exprimés par les habitants. - couper la parole à l'opposition, se foutre de répondre aux questions posées sur les affaires graves qui entachent la réputation de l'équipe municipale. Faire mijoter trente ans. Attendre 2020.

## Julie Le Goïc - PARTAGE-SOLIDARITÉ

# Commentaires

Nom (obligatoire)

Prénom (obligatoire)

Adresse mail : (obligatoire)

Commentaire (obligatoire)

Votre commentaire sera publié après avis du webmaster du site.

✖ EFFACER

✔ ENVOYER

Dernière mise à jour le : **05 septembre 2019**



### HÔTEL DE METROPOLE

24, rue Coat-ar-Guéven - CS 73826  
29238 BREST CEDEX 2  
Tel. : 02 98 33 50 50  
www.brest.fr

#### Accueil au guichet :

Lundi au Vendredi : 7h45 à 18h30 (17h30 pendant les vacances scolaires)  
Accueil téléphonique au 02 98 33 50 50  
Lundi au Vendredi : 8h /18h  
Samedi 8h30/12h30

### Hôtel de ville de Brest

2, rue Frézier - CS 63834  
29238 Brest cedex 2  
Tel. : 02 98 00 80 80  
www.brest.fr

#### Accueil téléphonique :

02 98 00 80 80  
Lundi au Vendredi de 8h à 18h  
Samedi de 8h30 à 12h30

